

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 09/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALTEUROP FRANCE - Pringy

58, grande rue
51300 Pringy

Références : D1 i 2024-82
Code AIOT : 0005701734

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2024 dans l'établissement MALTEUROP FRANCE - Pringy implanté 58, grande rue 51300 Pringy. L'inspection a été annoncée le 11/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTEUROP FRANCE - Pringy
- 58, grande rue 51300 Pringy
- Code AIOT : 0005701734
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La malterie de PRINGY appartient au groupe Malteurop France et produit 55 000 tonnes par an de malt de blé et d'orge. Pour ce faire, la malterie réceptionne chaque année 65 000 à 70 000 tonnes d'orge ou de blé. Le process de fabrication du malt est continu sur toute l'année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations de transfert de grains
- Étude de dangers
- Silo

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	Prochain contrôle

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations de transfert de grains	AP de Mise en Demeure du 20/03/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Silo	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
4	Silo	Autre du 01/01/2008, article p34	Sans objet
5	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un constat relatif aux installations électriques fait état de non-conformités réglementaires. L'inspection propose à Monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale pour ce constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de transfert de grains

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Capteurs de déport de bande
Prescription contrôlée : Respect des prescriptions de l'article 4.17 de l'arrêté préfectoral n° 2000-A-69-IC du 6 juin 2000, sous 6 mois
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 20 décembre 2022 et à l'arrêté de mise en demeure du 20 mars 2023, des travaux ont été réalisés par l'exploitant sur les différents équipements concernés. Les organes de sécurité manquants ont été ajoutés et ceux déjà en place ont été contrôlés et réparés si besoin.</p> <p>Un suivi de maintenance de ces organes de sécurité est réalisé à l'aide d'un tableau. Lors de la visite d'inspection, ce fichier a été montré par l'exploitant, les dispositifs de sécurité étaient tous notés comme fonctionnels. L'exploitant a défini une périodicité de contrôle annuelle.</p> <p>Le site est actuellement en arrêt technique jusqu'en fin avril. Un test a néanmoins été réalisé sur la remontée du message d'erreur pour le capteur de déport de bande du convoyeur sous cellules TB2. Ce test a été concluant, le message d'erreur s'est bien affiché sur l'écran de contrôle.</p> <p>Actuellement, le contrôle des organes de sécurité est intégré dans le logiciel GMAO de façon générique, uniquement par équipement. Cela pourra être amené à évoluer en fonction des demandes du groupe en détaillant chaque dispositif de sécurité concerné.</p> <p>A ce jour, il n'existe pas de procédure formalisée sur ces contrôles, uniquement le fichier présenté et la périodicité annuelle indiquée dans le logiciel GMAO.</p> <p>D'autre part, il a été évoqué avec l'exploitant la mise en place d'une revue de conformité de l'arrêté préfectoral, remarque mise en observation lors de la visite de 2022. L'exploitant se renseigne en interne afin d'avancer sur ce sujet.</p> <p>Suite aux constats précédents, la mise en demeure n° 2023-APMD-38-IC du 20 mars 2023 est bien levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport électrique ICPE de janvier 2024 a été présenté lors de la visite d'inspection. Deux remarques subsistent sur les 15 écarts de niveau 2 détectés en 2022. Ces écarts font l'objet de plans d'action définis par l'exploitant. Ces écarts représentent un enjeu modéré pour l'installation. D'autre part, le rapport de contrôle « Mesurage des liaisons équipotentielles et des prises de terre » de décembre 2023 a été envoyé par l'exploitant. Ce rapport n'avait pas été consulté en 2022. Il met en évidence 10 mesures non satisfaisantes en 2023. Sur ces 10 remarques, deux ont déjà été levées, une est en attente de pièce afin d'être levée et les sept autres nécessitent une intervention en hauteur prévue par l'exploitant en juillet 2024 par des cordistes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. Il s'engage à résorber les écarts d'ici au prochain contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
Constats : Le dernier rapport datant d'octobre 2023 a été envoyé en amont de la visite par l'exploitant. Il met en évidence l'absence de non-conformité sur l'installation de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Silo

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2008, article p34
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures
Prescription contrôlée : En terme de prévention, une surveillance a minima visuelle des structures des silos (quel que soit le type : vertical, plat, en béton, métallique...) est à préconiser, à une fréquence adaptée à l'âge et à la configuration des silos. Un enregistrement de ces opérations de contrôle doit être réalisé par l'exploitant. Une attention particulière doit être portée aux silos verticaux : une surveillance a minima visuelle à une fréquence adaptée (annuelle dans le cas des silos les plus anciens) est nécessaire. Il peut également être possible, selon l'âge des silos, leur configuration, leur structure, ou selon leur environnement proche, etc., de réaliser à une fréquence inférieure (de quelques années à 10 ans) des contrôles techniques plus poussés (pachométrie pour obtenir la position des armatures du béton...). En cas de doute (détection de fissures), ces examens de structure sont nécessaires
Constats : Un diagnostic structurel du silo a été réalisé par la société SODEBA en janvier 2022. Ce rapport recense des désordres structurels sur le silo mais précise qu'aucun des désordres relevés ne remettent en cause la solidité des ouvrages à court terme. Des travaux ont été préconisés dans ce rapport. L'exploitant a décidé de les prioriser et de les réaliser sur 3 ans selon un planning allant de 2024 à 2027 avec un investissement annuel de 100k€. En parallèle, l'exploitant va mettre en place une surveillance visuelle des infrastructures, réalisée en interne annuellement et complétée tous les 5 ans par un audit des structures réalisé par un organisme spécialisé. Concernant cette surveillance des installations, l'exploitant a présenté une première version de procédure et d'enregistrement associé. Il a informé l'inspection qu'un organisme de formation venait d'être contacté pour former des opérateurs sur cette vérification interne. Une réflexion est également en cours chez Malteurop (Groupe) sur l'utilisation d'un drone pour ces contrôles internes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- Mener une réflexion sur l'organisation interne concernant le cadrage de la surveillance du vieillissement des structures (réalisation d'une procédure détaillée intégrant les différents niveaux de contrôle).- S'assurer que le contrôle visuel annuel permette de vérifier la totalité des parois externes du silo et de ses points singuliers (ouvertures, supportages, jonctions...).- Former du personnel pour réaliser ces contrôles
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Phénomènes dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L. 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques

auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté doivent être justifiées dans l'étude de dangers.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 20 décembre 2022 et aux remarques émises, l'exploitant a envoyé une nouvelle version de l'étude de dangers en décembre 2023.

Cependant, certains points restent à préciser sur :

- La prise en compte des phénomènes d'ensevelissement sortant du site dans la grille de criticité. -
- Dispositifs de sécurité : l'intégration des modifications sur les organes de sécurité suite à la visite d'inspection est à ajouter dans l'EDD
- Justification de l'exclusion des phénomènes dangereux liés aux boisseaux par un autre argument que les couloirs de chute.
- La valorisation en barrière/MMR des couloirs de chute pour diminuer la probabilité du phénomène dangereux 5 qui ne pourra pas être prise en compte par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

